



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

29 juin 2016

L'enquête sur les attentats du 26 juin a été relayée par la majorité des quotidiens parus ce jour. En effet, après avoir entendu le témoignage des victimes des attaques, les forces de l'ordre ont immédiatement procédé à la perquisition des domiciles des suspects. Par ailleurs, les travaux parlementaires ont repris, avec une priorité accordée à l'adoption de la Loi de finances rectificative.

Politique interne

ENQUETES SUR LES ATTENTATS DU 26 JUIN : LES PERQUISITIONS SE SUCCEDENT

L'enquête sur l'attaque survenue à Mahamasina au cours de la célébration du 56^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Grande Ile se poursuit. Après avoir entendu les témoignages des victimes de l'attentat, les responsables de l'investigation ont commencé les descentes sur le terrain en opérant une fouille des domiciles des suspects. Ainsi, la demeure de Berija Ravelomanantsoa, leader des mouvements estudiantins de l'Université d'Antananarivo fut l'un des premiers à faire l'objet d'une perquisition, après celui de son ex-compagne qui a également été soumise à la procédure lundi dernier. Ainsi, les éléments des forces de l'ordre se sont rendus à Ankatso, hier, aux environs de 11h. Aux termes de la fouille qui a duré deux heures, une somme de 900 000 Ariary, une moto, deux mégaphones, deux ordinateurs, la puce du téléphone de la sœur de Berija, ainsi que plusieurs dossiers concernant l'association des étudiants ont été saisis. D'après les explications recueillies, l'étudiant serait soupçonné d'être impliqué dans l'affaire. De son côté, pourtant, Berija Ravelomanantsoa, qui n'était pas présent lors de cette descente des forces de l'ordre, ne cesse de clamer son innocence. D'ailleurs, au cours d'un entretien avec la presse, il a reconnu avoir assisté au défilé militaire à Mahamasina avec plusieurs étudiants venant des autres régions ; par contre, de 16h à 3 heures du matin, il aurait assisté à une fête avec 39 chefs d'équipe venant des 22 régions de la Grande Ile dans un restaurant sis à Ambohipo. Il s'avère, par ailleurs, qu'une fouille a également été opérée à Andraisoro, chez Patrick Tovonala Rakotonirina, l'une des victimes décédées à la suite de l'explosion. (Midi Madagasikara p.3 ; L'Express de Madagascar p.10 ; Madagascar-Laza p.14 ; Les Nouvelles p.3 ; Tia Tanindrazana p.3)

- « Les enquêteurs seraient-ils en train de privilégier la piste kamikaze ? », s'inquiète **Midi Madagasikara** en relayant les propos tenus par les observateurs. Puis, sur un ton non moins alarmiste, le quotidien se demande si ces perquisitions ont été effectuées suivant des faits concrets et selon les témoignages de ceux qui étaient présents à Mahamasina le jour de l'attentat, ou si elles ont été décidées suivant les consignes du Commandant de la Circonscription Interrégionale de la Gendarmerie d'Analamanga, le Général Florens Rakotomahanina. Ce dernier avait déclaré un mois avant le 26 juin que des individus soupçonnés de fomenter un attentat sont déjà identifiés et localisés. Enfin, le journal met en garde contre un éventuel débordement des étudiants, mécontents de l'acharnement contre leur collègue. (p.3)
- Alarmiste, Berija Ravelomanantsoa, informe que la porte de sa demeure a été fracturée par les éléments des forces de l'ordre. Aussi, l'ancien meneur de grève, sur

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



un ton menaçant, exige la restitution de ses biens saisis. « Autrement, il déclencherà lui-même une grève. La fouille a été effectuée entre 9 heures et midi », informe l'étudiant, contrairement aux informations relayées par les autres quotidiens, qui affirment que la perquisition s'est déroulée entre 11 heures et 13 heures. Par ailleurs, la famille du jeune Patrick Tovonala Rakotonirina s'est indignée de la perquisition dont ils ont fait l'objet. « Comme si la mort de mon jeune frère ne suffisait pas, maintenant on l'accuse d'être un kamikaze », se désole la sœur du défunt. (L'Express de Madagascar p.10)

- **Les Nouvelles** attirent l'attention sur le cas de cinq adolescents qui, ayant assisté au spectacle donné lors du 26 juin, restent à ce jour, introuvables. Le quotidien insiste sur le fait que ces disparitions mystérieuses nécessitent des explications claires, au risque de confirmer les rumeurs selon lesquelles des corps auraient été enlevés précipitamment de la pelouse de Mahamasina, juste après l'explosion. (p.3)
- Selon **La Gazette de la Grande Ile**, les enquêteurs avancent à l'aveuglette. En l'absence de pistes précises, les perquisitions ont été lancées sans qu'il n'y ait de résultats tangibles. Au vu de la tournure de la situation, le quotidien pressent que « l'épisode va encore une fois mettre en exergue l'inefficacité, sinon l'incompétence de nos forces de l'ordre ». (p.3)
- **Madagascar Matin**, pour sa part, soutient que l'évolution de l'enquête montre « qu'on préfère plutôt tourner les recherches vers des chairs à canon ! » (p.4)
- Pour **L'Observateur**, la perquisition qui s'est faite au domicile de Berija Ravelomanantsoa n'était qu'une mise en scène pour « épingle le sénateur Lylison ». En effet, argumente le quotidien, « on voit mal comment un pauvre pantin comme lui pourrait encore être de connivence avec les adversaires du régime actuel. » (p.2)

REACTIONS SUR LES ATTENTATS DU 26 JUIN

Trois jours après le drame de Mahamasina, les réactions à l'encontre du régime et des forces de l'ordre continuent de fuser de toute part. Aujourd'hui, c'est au tour de Lalatiana Ravalomanana, du parti de l'opposition de lancer des piques à l'endroit de l'équipe de Hery Rajaonarimampianina. Après avoir signifié son soutien aux victimes et présenté ses condoléances aux familles des décédés, la dame de fer a condamné ces actes, avant de lancer des propos critiques à l'endroit des tenants du pouvoir. Ainsi, Lalatiana Ravalomanana met-elle en exergue « l'impuissance du pouvoir en place face aux actes de terrorisme et à l'insécurité en général ». Elle exige de ce fait, une transparence totale sur les circonstances qui ont entouré ce crime. Par ailleurs, elle s'interroge pourquoi les politiques sont accusés à tort d'avoir commandité cette attaque. Selon elle, l'attitude des tenants du pouvoir s'apparente à une chasse à l'homme. La politicienne en conclue que les pratiques politiques doivent changer en profondeur et en ce sens, les dirigeants incapables de remplir leur mission, se doivent de tirer leur révérence. Du côté du régime, le ministre de la Télécommunication et du Développement numérique, Neypatraiky André Rakotomamonjy a demandé une minute de silence avant l'ouverture officielle du forum numérique de l'Océan Indien qui s'est déroulé hier à la Chambre du commerce et de l'Industrie d'Antananarivo. Le discours du ministre, qui condamnait les actes terroristes de Mahamasina, n'a pas laissé l'assistance indifférente. En effet, il a souligné lors de cette intervention que les motifs de cette attaque étaient incompréhensibles. (Midi Madagasikara p.2 ; 3) De son côté, le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



politicien, Fetison Rakoto Andrianirina, face au discours incriminant tenu par le régime à l'encontre des parties adversaires, estime que l'opposition est nécessaire. Selon lui, il est facile d'incriminer, mais le plus sage serait de laisser les enquêteurs faire leur travail. **(Les Nouvelles p.2)** L'ancien président de la Transition, Andry Rajoelina est à son tour sorti de son silence. Ainsi, il a condamné les actes effroyables perpétrés à Mahamasina, en déclarant que l'utilisation de la violence ne constitue pas une solution. **(Tia Tanindrazana p.2)**

REPRISE DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES : LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE PRIORISE

Après quelques jours de vacances, les députés ont repris leurs travaux depuis hier. Au programme d'aujourd'hui, les parlementaires adopteront le projet de Loi n° 024/2016 du 15 juin 2016 portant Loi de Finances Rectificative. Un réajustement des dépenses est requis face à la nouvelle restructuration de l'architecture gouvernementale ainsi qu'à la faiblesse des ressources et financements disponibles. Ainsi, la ligne directrice porte sur la gestion rationnelle des finances publiques ainsi qu'une bonne gouvernance financière. En ce sens, le projet de texte prône la réduction du budget de l'Etat. En effet, le total des crédits destinés au fonctionnement est passé à près de 4 138 millions d'Ariary s'ils étaient environ 4 173 millions d'Ariary dans la Loi de Finances Initiale. Cette baisse affectera des départements ministériels dont les allocations seront revues à la baisse. Ce sera le cas notamment du ministère de la Défense nationale, qui verra son budget réduit de 6 406 920 000 d'Ariary. Outre la LFR, les députés étudieront également ce jour le projet de Loi n° 015/2016 du 02 juin 2016 portant statut de la Banque Centrale de Madagascar et le projet de Loi n° 023/2016 du 15 juin 2016 sur la ratification de l'Accord de Paris sur la Convention Cadre des Nations Unies relative au changement climatique. **(Madagascar-Laza p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.9)**

- Au vu de la recrudescence de l'insécurité dans la Grande Ile, **Madagascar-Laza** se demande si les députés garderont les propositions du gouvernement, notamment en ce qui est de la revue à la baisse du budget du ministère de la Défense. Par ailleurs, étant donné le nombre important de textes qui restent à adopter, la tenue d'une session extraordinaire s'avère incontournable, conclue le journal. **(p.3)**

INFRACTION ECONOMIQUE : UN PROJET DE LOI PORTANT CREATION D'UNE COUR SPECIALE, EN PHASE D'ADOPTION

Un projet de loi portant création d'une Cour spéciale qui traitera des infractions économiques, a été adopté en conseil des ministres le 02 juin dernier et attend de passer au Parlement. Cette juridiction qui jouira d'une compétence nationale siègera à Antananarivo. Ainsi, les infractions susceptibles d'être traitées par cette instance sont de l'ordre de 31, allant de la contrefaçon de monnaies, d'usage de faux, aux infractions douanières et blanchiment de capitaux, et toutes infractions liées à la corruption. En attendant l'opérationnalisation de cette Cour, les organisations de la société civile regroupées au sein du groupement ROHY, feront part de leurs appréhensions quant à la mise en place de cette Cour. La plateforme tiendra, ce jour, une conférence de presse qui s'articulera autour des éventuelles conséquences négatives de la mise en place de cette nouvelle juridiction. **(Madagascar-Laza p.2 ; Les Nouvelles p.3)**

- **Madagascar-Laza** rappelle que l'initiative est survenue à la suite des infractions économiques, financières et fiscales commises depuis 2002 jusqu'à la fin de la Transition. Cette période, souligne le quotidien, s'étale sur la durée des régimes

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Rajoelina et Ravalomanana qui, « tout comme leurs proches collaborateurs de l'époque, vont devoir répondre de leurs actes si cette cour venait à être créée. (p.2)

Economie et société

LES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS DE TULEAR PROTESTENT CONTRE « LE NON RESPECT DE LEUR DIGNITE »

Les enseignants-chercheurs de l'Université de Tuléar ont fait part, depuis vendredi, de leur intention de descendre dans les rues pour manifester leur mécontentement vis-à-vis de certains services administratifs locaux. Joignant l'acte à la parole, aux environs de 10 heures hier, plus de 200 enseignants, vêtus de leur toge ont défilé dans la ville, allant du centre-ville en passant par le bureau du Bureau Indépendant anti-corruption (BIANCO), par celui du Service des domaines puis par le Tribunal de première instance à Betela, avant de revenir à leur point de départ où ils ont tenu un point de presse pour décliner la suite de leur mouvement. Jean Christophe Rahary, porte-parole des grévistes a fait savoir que cette marche ne sera pas la dernière car la mobilisation en vue de la restauration de leur dignité sera intensifiée. (L'Express de Madagascar p.5 ; L'Observateur p.6)

OCEAN INDIAN NETWORK : MADAGASCAR ACCUEILLE LA PREMIERE EDITION

La première édition du forum dédié au numérique pour l'Océan Indien, baptisé « Ocean Indian Network » se tient depuis hier à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA). Cette rencontre, qui rassemble les différents acteurs des télécommunications et des TICs dans la zone, a été rehaussée par la présence du ministre malgache de la Poste, des Télécommunications et du Développement numérique, Neypatraiky Rakotomamonjy et de l'Ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, Antonio Sanchez-Benedito, ainsi que de plusieurs partenaires techniques et financiers. A l'occasion du discours d'ouverture, le ministre a souligné l'importance de l'intégration régionale durable, reposant sur une connexion numérique accessible, efficace et compétitive, entre les îles de l'Indioocéanie. De son côté, la présidente de la CCIA, Noro Andriamamonjariason a soutenu que ce forum de deux jours devrait permettre le redémarrage du numérique et des télécommunications, par la valorisation du savoir-faire de la région. L'ambassadeur européen, pour sa part, a mis en exergue l'atout majeur que représente l'union des îles de l'Océan Indien pour affronter le marché international. Etant donné la dynamique dont fait preuve le secteur privé, Antonio Sanchez-Benedito a signifié la volonté de l'organisation qu'il représente à soutenir ce genre d'initiative. Cependant, les échanges commerciaux entre les îles de l'Océan Indien sont encore moindres, de l'ordre de 5% des activités commerciales de la zone, a rappelé Isabelle Chevreuil, présidente de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien. (Midi Madagasikara p.5 ; L'Express de Madagascar p.7 ; Les Nouvelles p.18 ; La Vérité p.4 ; Tia Tanindrazana p. 4 ; Madagascar Matin p.6)

Relations internationales

ATTENTATS DU 26 JUILLET : LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE CONTINUE A SE PRONONCER

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Le Groupe International de soutien à Madagascar (GIS-M), regroupant les pays ayant soutenu la Grande île dans le processus de sortie de crise de 2009, s'est prononcé face aux événements tragiques survenus dimanche dernier. Ainsi, le GIS-M a condamné fermement tout acte de violence perpétré à l'encontre de citoyens innocents. Il réaffirme en même temps sa volonté à renforcer son soutien à Madagascar dans l'édification de la paix et la stabilité. En ce sens, le groupement a appelé tous les Malgaches à faire preuve de responsabilité et laisser le processus démocratique suivre son cours. (**Midi Madagasikara p. 2 ; Les Nouvelles p.3**) Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien a également réagi face à la tragédie du 26 juin. Après avoir exprimé le soutien de la Communauté indianocéanique au peuple malgache et aux victimes de l'attaque, l'émissaire de la COI estime que ces événements ne doivent pas remettre en cause la stabilité du pays. (**Madagascar-Laza p.2 ; L'Observateur p.2**)

Format de couverture

Les quotidiens **La Vérité** et **Tia Tanindrazana** ont consacré une large couverture aux polémiques suscitées par la robe portée par la Première dame, pour accueillir ses invités dans l'après-midi du 26 juin, lors du traditionnel banquet offert au Palais présidentiel. Selon **La Vérité**, beaucoup attendaient de voir le choix de la tenue que porterait la première dame. Elle « n'a pas déçu », ironise le quotidien, avant d'ajouter que la toilette de Voahangy Rajaonarimampianina a parfaitement mis en valeur sa silhouette... mais il n'en fallait pas plus pour que les observateurs se penchent sur le prix de cette tenue ». Il apparaît que la robe coûterait plus de 10 millions d'Ariary. (**La Vérité p.3**) Au vu du prix exorbitant de la robe de la Première dame, il n'est pas étonnant que le Président de la République ait demandé « des preuves démontrant que la pauvreté sévit effectivement à Madagascar » (**Tia Tanindrazana, p.5**).

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

